

tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)  
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**09 heures 10**

01)	<b>DOSSIER N° 2600686</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 10 juin 2025 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Unon des Comores et l'a obligée à remettre son passeport et à se présenter une fois par semaine aux services de la police nationale de Brest.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître NOHE-THOMAS Margot (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DU FINISTERE	
02)	<b>DOSSIER N° 2600845</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Algérie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	M. le bâtonnier BUORS Franck
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DU FINISTERE	
03)	<b>DOSSIER N° 2601009</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 27 janvier 2026 par lequel le préfet du Morbihan a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Côte d'Ivoire.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître VERVENNE Hannes (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DU MORBIHAN	

**09 heures 10**

04)	<b>DOSSIER N° 2600684</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 8 octobre 2025 par lequel le préfet du Morbihan l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Cameroun, lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an et signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen pour la durée de l'interdiction de retour	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître NIGUES Chloé
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DU MORBIHAN	
05)	<b>DOSSIER N° 2600690</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 1er janvier 2026 par lequel le préfet du Finistère l'a obligé à quitter le territoire français sans délai à destination de la Tunisie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître NIGUES Chloé
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DU FINISTERE	
06)	<b>DOSSIER N° 2600824</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF : Demande d'annuler l'arrêté du 24 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours, a fixé la RDC comme pays de renvoi et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée d'un an (4° L.611-1 CESEDA)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître LE STRAT Gaëlle
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

**09 heures 10**

07)	<b>DOSSIER N° 2600847</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 16 juin 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de l'Albanie et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître LE VERGER Mélanie
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
08)	<b>DOSSIER N° 2600843</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrête du 14 juin 2025 par lequel le préfet des Côtes d'Armor l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la république démocratique du Congo et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de deux ans.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître LE BIHAN Katell (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
09)	<b>DOSSIER N° 2600685</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 17 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille et Vilaine a refusé de lui délivrer un toitre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Burkina Faso et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	SELARL BAUDET KIBGE AVOCATS ASSOCIÉS (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	

**09 heures 10**

10)	<b>DOSSIER N° 2600733</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 17 avril 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination du Burkina Faso et lui a interdit le retour sur le territoire pour une durée de un an	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître SALIN Frédéric
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
11)	<b>DOSSIER N° 2600965</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 17 décembre 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Georgie et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée d'un an.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Maître DAHI Sonia (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	
12)	<b>DOSSIER N° 2600966</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	OQTF 6 MOIS : demande d'annuler l'arrêté du 17 décembre 2025 par lequel le préfet d'Ille-et-Vilaine a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligée à quitter le territoire français dans le délai de trente jours à destination de la Georgie et lui a interdit le retour sur le territoire français pour une durée d'un an.	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître DAHI Sonia (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE	



tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)  
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**10 heures 15**

---

01) DOSSIER N° 2602127 RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert

---

**Titre de l'affaire** Elections municipales et communautaires-protestation électorale : demande l'annulation de la désignation de M. Tartault en tant que conseiller municipal en remplacement du premier élu démissionnaire de la liste "Bréhat avec vous" sur la commune de l'île de Bréhat (Côtes d'Armor) suite aux résultats du scrutin du 15 mars 2026

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	
<b>Défendeur</b>	Monsieur	
	Monsieur	
	Madame	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
<b>Observateur</b>	Monsieur	
	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	

10 heures 15

---

02)	DOSSIER N° 2602370	RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert
<b>Titre de l'affaire</b>	Elections municipales et communautaires-protestation électorale : demande d'annuler la désignation de M. Tartault en tant que membre du conseil municipal en remplacement des conseillers municipaux démissionnaires suite aux résultats du scrutin du 15 mars 2026 validée par le procès-verbal d'installation du 23 mars 2026 de l'élection du maire et de ses adjoints sur la commune de l'Ile de Bréhat (Côtes d'Armor)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	MARANI FRANÇOIS (Cour)
<b>Défendeur</b>	Monsieur	
	Monsieur	
	Madame	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
<b>Observateur</b>	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	

---

03)	DOSSIER N° 2602120	RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy
<b>Titre de l'affaire</b>	Elections municipales et communautaires-déféré électoral : demande la rectification des résultats de l'élection des conseillers municipaux et communautaires de la commune de Saint-Adrien (Côtes d'Armor) (scrutin du 15 mars 2026)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
<b>Défendeur</b>	Monsieur	
<b>Observateur</b>	Madame	



**10 heures 15**

06)

**DOSSIER N° 2602145**

**RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno**

**Titre de l'affaire** Elections municipales et communautaires-protestation électorale : Doit être regardé comme demandant l'annulation totale de l'élection des conseillers municipaux dans la commune de Hillion Saint-René (Côtes d'Armor) (scrutin du 15 mars 2026)

**Nom des parties**

**Représentants des parties**

**Demandeur**

Monsieur

**Défendeur**

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Défendeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Intervenant</b>	PREFECTURE DES COTES-D'ARMOR	
<b>Observateur</b>	Monsieur	Monsieur

**10 heures 15**

07)

**DOSSIER N° 2602151**

**RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy**

**Titre de l'affaire** Elections municipales et communautaires-protestation électorale : demande l'annulation totale de l'élection des conseillers municipaux dans la commune de Rosporden (Finistère) (scrutin du 15 mars 2026)

**Nom des parties**

**Représentants des parties**

**Demandeur**

Monsieur

**Défendeur**

Monsieur

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Madame

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

Monsieur

Monsieur

Madame

Monsieur

Madame

Monsieur

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Défendeur</b>	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
<b>Observateur</b>	PREFECTURE DU FINISTERE	
<b>08)</b>	<b>DOSSIER N° 2602153</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>

**Titre de l'affaire** Elections municipales et communautaires-protestation électorale : demande l'annulation totale de l'élection des conseillers municipaux dans la commune de Sainte Brigitte (Morbihan) (scrutin du 15 mars 2026)

	Nom des parties	Représentants des parties
<b>Demandeur</b>	Monsieur	
<b>Défendeur</b>	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
	Madame	
	Monsieur	
<b>Observateur</b>	Madame	
	PREFECTURE DU MORBIHAN	



tenue sous la présidence de Monsieur Jouno, assisté(e)  
de Monsieur Ambert et Monsieur Albouy, Conseillers  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**10 heures 30**

---

01) DOSSIER N° 2302828 RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert

---

**Titre de l'affaire** Demande d'annuler la décision du 21 juin 2022 par laquelle la rectrice de l'académie de La Réunion a rejeté sa demande de prise en charge de ses frais de changement de résidence, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux réceptionné le 9 août 2022

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Maître HERIN Stéphanie (Cour)
<b>Défendeur</b>	Rectorat de La Réunion	
<b>Observateur</b>	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	

---

02) DOSSIER N° 2505592 RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno

---

**Titre de l'affaire** demandent conjointement la désignation d'un médiateur afin de trouver une solution aux problèmes résultant de la restructuration du réseau de transport urbain et des mobilités (homologation accord médiation du 13 mars 2026 à la demande des parties)

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION DU PAYS DE SAINT-MALO SOCIETE TRANSDEV SMA MOBILITÉS	SOCIETE D'AVOCATS HOURCABIE CABINET D'AVOCATS SYMCHOWICZ WEISSBERG ET ASSOCIES

**10 heures 30**

03)	<b>DOSSIER N° 2301165</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler la décision du 31 août 2022 par laquelle la directrice de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne lui a infligé une amende administrative pour un montant de * euros pour non-respect des délais de paiement d'une partie de ses factures fournisseurs assortie de mesures de publication	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	SAS EIFFAGE CONSTRUCTION BRETAGNE	SOCIETE D'AVOCATS GIDE LOYRETTE NOUEL (Cour)
<b>Défendeur</b>	PREFECTURE DE LA REGION BRETAGNE	
<b>Observateur</b>	MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE INDUSTRIELLE ET NUMERIQUE	
04)	<b>DOSSIER N° 2304804</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	TF 2017 à 2022 : demande de prononcer la décharge de l'obligation de payer la somme procédant d'une saisie administrative à tiers détenteur (SATD) du 31 mars 2023 (succession en cours)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	SOCIETE D'AVOCATS MARION LEROUX SIBILLOTTE ENGLISH
<b>Défendeur</b>	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES COTES-D'ARMOR	
05)	<b>DOSSIER N° 2306041</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	IR : Demande de prononcer la décharge en droits, pénalités et majorations des rappels d'impôt sur le revenu et de contribution exceptionnelle sur les hauts revenus auxquels il a été assujéti au titre de l'année 2019	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS BONDIGUEL & ASSOCIES
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	

**10 heures 30**

06)	<b>DOSSIER N° 2306042</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	IR : Demande de prononcer la décharge des rappels en droits, pénalités et majoration de 40% de prélèvements sociaux auxquels il a été assujetti au titre de l'année 2019	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>		SOCIETE D'AVOCATS BONDIGUEL & ASSOCIES
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
07)	<b>DOSSIER N° 2301190</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler la décision du 30 juin 2022 par laquelle le recteur de l'académie de Rennes a refusé sa demande de bénéficier de la protection fonctionnelle suite à l'incident de service du 15 septembre 2021, ensemble la décision implicite de rejet de son recours gracieux et de l'indemniser du préjudice moral qu'elle estime avoir subi	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
<b>Défendeur</b>	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	
08)	<b>DOSSIER N° 2400811</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Alexandre Ambert</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	Demande d'annuler la décision du 12 décembre 2023 par laquelle le recteur de l'académie de Rennes a rejeté sa demande d'imputabilité au service de la maladie résultant de l'accident du 15 septembre 2021	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	SOCIETE D'AVOCATS PEQUIGNOT (Cour)
<b>Défendeur</b>	RECTORAT DE L'ACADEMIE DE RENNES	

**10 heures 30**

---

09) DOSSIER N° 2304071 RAPPORTEUR: Monsieur Thurian Jouno

---

**Titre de l'affaire** Contestation de la décision de la SMACL Assuranes en date du 24 février 2022 concernant l'indemnisation lot par lot d'un sinistre incendie

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE	
<b>Défendeur</b>	SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCES DES COLLECTIVITES LOCALES	

---

10) DOSSIER N° 2306775 RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy

---

**Titre de l'affaire** IR : demande de prononcer la décharge partielle de la cotisation à l'impôt sur le revenu au titre de l'année 2022 (crédit d'impôt services à la personne portage de repas)

	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Madame	Madame
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
<b>Observateur</b>	MJPMI	

Arrêté le 21/04/2026  
Le président du tribunal



tenue par Monsieur Albouy, magistrat-désigné  
En présence de Monsieur Fraboulet, Rapporteur public  
Madame Guillou, Greffière

**11 heures 15**

01)	<b>DOSSIER N° 2400306</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	TH : demande de prononcer la décharge de la cotisation de taxe d'habitation qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Guingamp (22) au titre de l'année 2023 (location meublé de tourisme)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur	Monsieur
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
02)	<b>DOSSIER N° 2400366</b>	<b>RAPPORTEUR: Monsieur Eric Albouy</b>
<b>Titre de l'affaire</b>	TH : demande de prononcer la décharge de la cotisation de taxe d'habitation qui lui a été assignée dans les rôles de la commune de Rennes (35) au titre de l'année 2023 (location meublé de tourisme)	
	<b>Nom des parties</b>	<b>Représentants des parties</b>
<b>Demandeur</b>	Monsieur et Madame	
<b>Défendeur</b>	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
		<b>Arrêté le 21/04/2026</b> <b>Le président du tribunal</b>